

**COMMISSION DES RELATIONS
EXTÉRIEURES****COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN**

du

van

MERCREDI 26 JANVIER 2011

WOENSDAG 26 JANUARI 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 34 par M. François-Xavier de Donnea, président.

Le **président**: À la demande de M. le ministre, je suis obligé de retirer les questions aux points 4, 12 et 26 de notre ordre du jour.

01 **Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la position défendue par la Belgique au sein du Conseil sur la future politique d'investissement de l'UE" (n° 1688)**

01.01 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (Ecolo-Groen!): Bien qu'elle dispose de la compétence exclusive en matière d'investissements étrangers, la Commission européenne propose d'instaurer une période transitoire, durant laquelle elle aurait néanmoins le droit de négocier exclusivement avec des partenaires importants, comme le Canada, l'Inde, Singapour, le Mercosur, la Chine et la Russie.

Quelle a été la position de la Belgique au sujet des normes que la Commission devra appliquer dans le cadre d'accords d'investissement futurs, en particulier par rapport à la volonté de la Commission d'y inclure des clauses relatives au libre transfert des fonds de capitaux, au principe de non-discrimination ou à la protection des droits contractuels? Qu'en est-il des principes défendus par notre gouvernement concernant le respect de normes sociales et environnementales?

Le gouvernement, même en affaires courantes, a-t-il l'intention de conclure prochainement de nouveaux accords bilatéraux d'investissements ou de revoir des accords existants sur la base de ces nouveaux règlements? Adaptez-vous dès lors le modèle belge élaboré en 2002 au règlement européen?

01.02 **Olivier Chastel**, secrétaire d'État (*en français*): Pour la Belgique, le Traité de Lisbonne est une opportunité de définir une politique européenne d'investissements. L'objectif est à la fois de garantir une protection maximale aux investisseurs européens et d'assurer que l'Union reste la destination première des investissements mondiaux.

Le modèle de traité bilatéral partagé par l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL) est le standard minimal de protection: le principe de non-discrimination, le libre transfert des fonds de capitaux et de paiements, la protection contre l'expropriation sont des normes fondamentales pour les futurs traités de l'Union européenne. Autre souhait: le respect de normes sociales et environnementales conformément au même modèle. L'UEBL poursuit selon le même modèle la négociation d'accords entamée avant le Traité de Lisbonne.

De nouveaux accords bilatéraux ne peuvent être conclus en période d'affaires courantes.

01.03 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (Ecolo-Groen!): Nous serons attentifs à ce que les clauses sociales et environnementales soient davantage que quelques phrases légères et non contraignantes.

L'incident est clos.

02 Questions jointes de

- **Mme Christiane Vienne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les élections présidentielles au Bélarus" (n° 1799)**

- **Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les élections au Bélarus" (n° 1875)**

02.01 Christiane Vienne (PS): Le 19 décembre, Alexandre Loukachenko a été réélu président avec près de 80 % des voix. Le scrutin a été suivi d'une manifestation de dizaines de milliers de membres de l'opposition. Suite à ces événements, sept des neuf candidats ont été arrêtés ainsi que des centaines de manifestants.

Lady Ashton a condamné cette répression et a appelé à la libération immédiate des opposants. Tony Loyd a estimé que l'élection n'a pas permis de "donner au Bélarus le nouveau départ dont il avait besoin" et que "le décompte des voix manquait de transparence".

Suite à ces événements, pensez-vous que l'Union européenne doit revoir sa politique de rapprochement à l'égard du Bélarus? Devrait-elle réexaminer sa décision de suspendre les interdictions de visas à l'égard de certains responsables, dont Alexandre Loukachenko? L'aide financière serait-elle compromise? Quelle est votre évaluation de la situation politique actuelle?

02.02 Alexandra Colen (VB): Il aurait été question de fraude lors de la réélection du président Loukachenko au Bélarus. Des membres de l'opposition ont été arrêtés et des manifestants dispersés. D'après le ministre néerlandais des Affaires étrangères, les élections ne se seraient pas déroulées librement et équitablement. Les gouvernements allemand et polonais ont proposé, en cas de manipulation des élections, de ne pas fournir le soutien européen promis.

Le gouvernement belge partage-t-il cette opinion? Quelles démarches seront entreprises, éventuellement de commun accord avec l'Union européenne?

02.03 Olivier Chastel, secrétaire d'État (en français): Le ministre des Affaires étrangères partage les analyses critiques des observateurs électoraux de l'OSCE et de la Haute Représentante de l'Union européenne.

La manière dont s'est déroulé le processus électoral au Bélarus, l'arrestation de candidats et la répression brutale contre l'opposition ne répondent pas aux normes internationales.

(En néerlandais) L'Union européenne réfléchit à de possibles mesures contre les autorités bélarussiennes. La décision formelle sera prise au plus tard lors du Conseil Affaires étrangères, le 31 janvier. L'Union européenne doit condamner fermement les responsables de la fraude électorale et de la répression. Le respect de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit restent des éléments déterminants pour le rapprochement entre l'Union et le Belarus, mais le but n'est certainement pas d'isoler ce pays. Il ne faut pas perdre de vue le sort de la population et des victimes de la répression.

(En français) Les conclusions du Conseil du 25 octobre 2010 disposent que celui-ci peut décider d'appliquer de nouveau ou de lever les interdictions de séjour à tout moment. Il faut un vote unanime des États membres sur le principe et les modalités d'une telle décision.

(En néerlandais) Il ressort des conclusions du Conseil européen du 25 octobre 2010 que l'aide macrofinancière n'est possible qu'à partir du moment où toutes les conditions sont réunies, comme, par exemple, un accord entre le Bélarus et le FMI sur un emprunt de stabilisation. Nous sommes encore loin d'un tel accord, une situation qui est due aux réticences de le Bélarus vis-à-vis des conditions posées par le FMI.

Le ministre n'a pas connaissance de documents européens liant explicitement l'octroi de 3,5 milliards d'euros d'aide européenne au Bélarus à la tenue d'élections présidentielles libres et démocratiques dans ce pays. En revanche, une enveloppe de 320 millions d'euros a bien été affectée, en 2010, à des initiatives européennes visant le Bélarus. Il est clair que l'Union européenne se montrera prudente lorsqu'il s'agira de fixer les conditions de l'aide financière à ce pays.

(En français) Le Bélarus est dominé par un président autocratique avec un appareil de forces de l'ordre très

musclé. Selon les observateurs, c'était la première fois qu'un espace visible, mais limité, était offert à l'opposition lors d'une campagne électorale. La répression depuis le 19 décembre est brutale et l'on se demande s'il s'agit d'une réaction de force ou de faiblesse, le Bélarus étant sensible du point de vue économique et énergétique.

La Belgique et l'Europe continueront à évaluer la situation, après la fermeture du bureau de l'OSCE.

(En néerlandais) Selon les données du ministre, 550 personnes ont déjà été libérées. Il reste encore 27 opposants notoires en prison, accusés d'avoir organisé des émeutes: ils risquent jusqu'à 15 ans de prison. Près de 20 journalistes et étudiants ont par ailleurs été arrêtés. L'Union européenne et les États membres suivent leur situation de près et l'évoquent lors de leurs contacts avec les autorités de Minsk.

02.04 **Christiane Vienne** (PS): Il est clair que les élections sur place n'ont été ni "free" ni "fair".

Vous parliez du risque d'isoler le Bélarus. Les exemples dans d'autres parties du monde montrent que lorsqu'on est trop timide avec les dictatures, la population a des aspirations qui font que tôt ou tard le système éclate.

Il faut aussi reconnaître que, paradoxalement, même en cas d'élections "free" et "fair", M. Loukachenko aurait été élu, car il est très populaire. C'est regrettable pour le Bélarus, mais c'est actuellement ainsi.

L'incident est clos.

03 **Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'attitude des États-Unis à l'égard du Congo" (n° 1874)**

03.01 **Alexandra Colen** (VB): Le gouvernement américain a rayé le Congo de la liste de ses partenaires commerciaux privilégiés en raison du fait que les autorités congolaises ne respectent pas suffisamment les droits de l'homme.

Que pense le gouvernement belge de cette décision de Washington? Pourquoi notre pays ne prend-il pas une décision similaire? Nous concertons-nous avec d'autres pays au sujet de la situation au Congo?

03.02 **Olivier Chastel**, secrétaire d'État *(en néerlandais)*: Les États-Unis rayent souvent certains pays de la liste de leurs partenaires commerciaux en application de leur African Growth and Opportunity Act. La Belgique prend acte de cette décision motivée par une volonté de condamner sans appel les violences sexuelles perpétrées au Congo, comme nous l'ont appris certains contacts avec le Département d'État américain. Pour des États membres de l'Union européenne comme la Belgique, les mesures de cet ordre sont une matière communautaire. Dans le dossier des droits de l'homme, l'Union européenne accorde la priorité à un dialogue permanent avec les autorités congolaises.

La Belgique est consultée à intervalles réguliers par quantité de pays au sujet de la situation dans la région des Grands Lacs. Des concertations ont également lieu régulièrement au sein de l'UE concernant la politique à mettre en œuvre à l'égard de la RDC.

03.03 **Alexandra Colen** (VB): Concernant le Congo, où la situation en matière de droits de l'homme reste médiocre, le moment est peut-être venu pour notre pays d'intervenir plus sévèrement, à l'instar des États-Unis, et de réprimer au lieu de dialoguer.

L'incident est clos.

04 **Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'augmentation du nombre d'exécutions en Iran" (n° 1893)**

04.01 **Ingeborg De Meulemeester** (N-VA): Ces dernières semaines, de nouvelles exécutions ont eu lieu au Kurdistan iranien. Les autorités affirment que ces personnes ont commis des attentats qui ont coûté la vie à

des milliers de citoyens. Le fait est que les Kurdes et les sunnites sont encore fortement discriminés en Iran, pays majoritairement chiite.

Le ministre connaît-il les véritables motifs de ces exécutions? Quelle est la position du gouvernement belge?

04.02 Olivier Chastel, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le ministre a exprimé dans un communiqué de presse du 29 décembre sa préoccupation suite aux messages concernant l'exécution de prisonniers politiques en Iran. Il ne dispose pas d'informations sur les motifs des exécutions. L'abolition de la peine de mort à l'échelle mondiale constitue une priorité pour la Belgique et l'Union européenne et représente une étape essentielle sur la voie du développement progressif des droits de l'homme. L'Iran a accepté la recommandation formulée par la Belgique au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, visant au respect de standards minimums – les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la Convention relative aux droits de l'enfant – dans le cadre de l'application de la peine de mort.

Le ministre regrette que la résolution tendant à instaurer un moratoire sur l'exécution de la peine de mort ait, par contre, été rejetée.

L'Union européenne a entrepris différentes démarches et a fait des déclarations, sous la présidence belge, à propos de différents dossiers individuels où il est question de la peine de mort. Il va de soi que la Belgique soutient la poursuite de ces efforts.

04.03 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): La répression contre les Kurdes est très nettement perceptible aussi en Irak, en Turquie et en Syrie. Espérons que la Belgique et l'UE continuent de porter une attention suffisante aux intérêts légitimes des Kurdes.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les chiffres les plus récents concernant le nombre de journalistes assassinés et enlevés" (n° 1915)

05.01 Alexandra Colen (VB): Nombreux sont ceux qui s'inquiètent, à juste titre du reste, des violences perpétrées à l'encontre des journalistes qui essaient de faire leur travail dans différentes régions du monde – y compris dans des pays membres de l'ONU.

L'UNESCO réagit-elle suffisamment aux violations de la liberté de la presse et aux menaces dont des journalistes sont l'objet? Que fait notre pays en faveur de la presse dans ces pays?

05.02 Olivier Chastel, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le ministre estime que l'UNESCO fait du bon travail sur le plan de la défense des droits des journalistes. En 2010, le directeur général a formellement condamné les meurtres de plus de 50 journalistes. Fin janvier, l'UNESCO organisera à Paris un symposium international sur la liberté de la presse.

Si les États membres y sont disposés, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU pourrait faire davantage pour encourager la liberté d'expression et la liberté de la presse. La Belgique défend ces droits élémentaires à l'occasion de ses contacts bilatéraux et au sein de l'UE et de l'ONU. La Belgique saisit l'occasion de l'examen périodique universel en matière de droits de l'homme auquel est soumis chaque État membre des Nations Unies pour dénoncer les violations des droits de l'homme et formuler des recommandations.

Au cours de notre présidence de l'UE, nous avons œuvré avec succès en faveur du renforcement de la politique européenne en matière de droits de l'homme. Les journalistes défendent les droits de l'homme et de ce fait, ont droit à une protection particulière.

Au sein des Nations Unies, nous apportons notre soutien à toutes les initiatives qui assurent la promotion de la liberté d'expression et de la liberté de la presse. Nous fournissons une contribution financière au bureau du Haut Commissaire aux Droits de l'Homme et du Rapporteur spécial des Nations Unies pour tout ce qui concerne la promotion et la sauvegarde de la liberté d'action et de la liberté d'expression.

05.03 Alexandra Colen (VB): Le moment est peut-être venu de vérifier de quels moyens disposent les États membres des Nations Unies pour exercer aussi un peu plus de pressions les uns sur les autres. Il n'est pas rare, en effet, que des problèmes de violations des droits de l'homme se posent dans des États membres des Nations Unies.

L'incident est clos.

06 Questions jointes de

- **Mme Ingeborg De Meulemeester** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la politique à l'égard de Jérusalem-Est" (n° 1990)
- **M. Dirk Van der Maelen** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la démolition de l'hôtel Shepherd" (n° 2000)
- **M. Peter Logghe** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "des diplomates européens appelant au boycottage des produits en provenance de Jérusalem-Est" (n° 2034)
- **Mme Eva Brems** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "Jérusalem-Est" (n° 2213)

06.01 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Les négociations de paix entre Israël et les Palestiniens qui ont commencé au début du mois de septembre 2010 ont capoté après quelques semaines, les Israéliens ayant repris de plus belle la construction de logements en Cisjordanie. Début janvier, la démolition de l'hôtel Shepherd, un édifice historique, a été entamée à Jérusalem-Est.

Tant les États-Unis que l'Union européenne se sont efforcés d'amener Israël à accepter un nouveau moratoire sur les constructions, mais en vain.

Les diplomates de l'Union européenne proposent d'interdire toute importation sur le sol de l'Union de produits provenant des implantations juives de Jérusalem-Est. En outre, ils plaident en faveur de la présence de représentants de l'UE dans les tribunaux appelés à statuer sur l'expulsion de familles palestiniennes. Ils considèrent par ailleurs que les ministres de l'UE devraient refuser la présence de services de sécurité ou de protocole israéliens lorsqu'ils visitent Jérusalem-Est.

Le ministre pense-t-il comme moi que l'UE devrait mener une politique adaptée afin de peser davantage sur le processus de paix? Soutient-il les propositions des consuls UE?

06.02 Olivier Chastel, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Mme Ashton a fermement condamné la destruction de l'hôtel Shepherd, évidemment rejointe en cela par le ministre, qui a également demandé que la condamnation soit réitérée au nom de l'ensemble des États membres dans un débat public au Conseil de sécurité de l'ONU le 19 janvier dernier.

Pour le ministre, la politique de colonisation des territoires occupés est illégale et constitue un obstacle à la paix et à une solution bi-étatique. Il a connaissance du rapport annuel des chefs de mission de l'UE à Jérusalem et à Rammalah, mais déplore qu'il ait été ébruité avant même d'être examiné par le Comité politique et de sécurité. Le ministre juge la partie descriptive fidèle à la réalité et soutient la plupart des recommandations.

Le rapport n'inclut aucune recommandation d'embargo sur les importations des territoires occupés, mais propose un étiquetage des produits pour indiquer qu'ils proviennent des territoires occupés.

Le ministre a lui-même déjà appliqué des recommandations lors de ses visites à Jérusalem-Est notamment.

La politique de l'UE est déterminée conjointement par les 27 États membres. Il n'existe pas de consensus au sein de l'Union sur un développement des relations avec Israël. Des événements comme la destruction de l'hôtel Shepherd ne sont pas de nature à favoriser ce consensus.

06.03 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Il y a encore beaucoup de pain sur la planche.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le référendum au Soudan et la solution pour Abyei" (n° 1991)

Le **président**: M. Vanackere a demandé de reporter les points 4 (questions n° 1805 de M. Francken, n° 1873 de Mme Colen, n° 2004 de M. Vercamer, n° 2122 de M. Luyckx et n° 2269 de M. Ducarme), 12 (n°s 1917, 1918, 1919 et 2126 de Mme Colen, n° 2084 de M. Brotcorne et n° 2300 de M. Ducarme) et 26 (questions n° 2175 de M. Vercamer, n° 2178 de Mme Demol, n° 2184 de M. Tuybens et n° 2208 de Mme Brems). J'exigerais toutefois que le ministre vienne lui-même répondre aux questions.

07.01 Alexandra Colen (VB): Je suis d'accord si le ministre vient effectivement lui-même répondre aux questions.

07.02 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Le référendum sur l'indépendance du Sud-Soudan a débuté le 9 janvier 2011. Il est fort peu probable qu'un référendum soit jamais organisé dans la région d'Abyei. Les réserves de pétrole autour d'Abyei constituent une valeur inestimable pour le futur État.

Le ministre est-il au courant de la situation?

L'Accord technique a permis de délimiter une grande partie des frontières, mais il reste des désaccords sur certaines régions.

Comment seront traitées les questions qui subsistent? Le ministre s'attend-il à des avancées rapides? Dans quelle mesure la communauté internationale gère-t-elle les négociations entre les deux régions du pays? Cette gestion s'intensifiera-t-elle après le référendum?

07.03 Olivier Chastel, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le ministre est au courant du problème. La raison en est que les deux parties n'ont pas pu se mettre d'accord sur les modalités du référendum à Abyei. Les autres questions doivent être résolues par le biais de négociations bilatérales. Le médiateur de l'Union africaine, M. Mbeki, tente d'apporter une solution. Il est difficile de prévoir si des progrès seront rapidement enregistrés.

Le cadre actuel de l'accord de paix cessera d'être d'application le 9 juillet 2011. Idéalement, les questions qui subsistent devraient être résolues avant cette date. C'est surtout l'Union africaine qui, par le biais de M. Mbeki, mène les négociations avec le soutien diplomatique inconditionnel de l'ONU, de l'UE et d'autres acteurs de la scène internationale. Il est effectivement prévu que cette gestion s'intensifie au cours des semaines et des mois qui viennent.

L'incident est clos.

08 Question de M. Gerald Kindermans au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le récent article d'opinion d'Achmed Raschid, auteur pakistanais, et sa proposition de feuille de route pour la paix en Afghanistan" (n° 2029)

08.01 Gerald Kindermans (CD&V): Dans une carte blanche publiée début janvier 2011 dans *The New York Review of Books*, l'écrivain pakistanais Achmed Raschid esquisse la situation actuelle en Afghanistan et analyse le conflit tout en indiquant à quoi pourrait ressembler une feuille de route pour la paix. Selon lui, les services de sécurité pakistanais et indiens doivent se concerter, rendre plus transparentes leurs activités en Afghanistan et, à terme, prendre des mesures susceptibles d'instaurer une confiance réciproque. Il convient aussi de trouver une solution aux problèmes posés par la violence dans la province pakistanaise du Béloutchistan et par les chefs talibans afghans sur le territoire pakistanais. Il souligne également le rôle de premier plan que les Nations Unies et leur mission locale devraient assumer.

Dans quelle mesure un rapprochement et une coopération entre l'Inde et le Pakistan sont-ils réalistes? Quels efforts la communauté internationale fait-elle à cet effet? Que pense le ministre du rôle des Nations Unies? La mission locale des Nations Unies est-elle assez développée, par ailleurs, pour mener dans la bonne voie

les négociations entre le gouvernement afghan et les talibans et pour assurer la médiation entre l'Afghanistan et ses voisins?

08.02 Olivier Chastel, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La tension constante entre le Pakistan et l'Inde pèse indéniablement sur l'Afghanistan. En 2010, le dialogue entre les deux pays a repris, mais il n'a pas encore permis de mettre en place le processus connu sous le nom de *composite dialogue*. La communauté internationale encourage la relance du dialogue. La mission de l'ONU sur place joue, en effet, un rôle important dans la stabilisation de l'Afghanistan. La Belgique suit avec intérêt les efforts de conciliation et d'intégration du gouvernement afghan. L'ONU dispose de suffisamment de moyens pour apporter à cet égard le soutien nécessaire.

L'incident est clos.

09 Question de M. Gerald Kindermans au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la culture du safran en remplacement de la production d'opium" (n° 2089)

09.01 Gerald Kindermans (CD&V): Le commerce de drogues et la culture d'opium sont les principaux obstacles vers la paix et la stabilité en Afghanistan. La communauté internationale et les organisations caritatives ont, semble-t-il, négligé trop longtemps la reconstruction de l'agriculture afghane. Un budget plus important a été libéré en 2007-2008.

Il n'est pas facile de convaincre les paysans afghans qui vivent dans la pauvreté de pratiquer d'autres cultures. Un projet pilote afghan lancé récemment mise sur une culture lucrative de remplacement, le safran, dans la province d'Herat.

Le ministre peut-il confirmer cette initiative du ministère afghan de l'Agriculture et nous dire si des organisations telles que la FAO ou le World Food Program des Nations Unies y sont associées? Des ONG locales ou internationales sont-elles associées à des projets de culture de remplacement? Le ministre peut-il évaluer la possibilité d'inscrire la reconstruction de l'agriculture dans le système économique régional?

09.02 Olivier Chastel, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Dans la province de Herat, le remplacement de la production d'opium par celle de safran est essentiellement portée par l'Italie. Le ministre ignore quelles autres parties sont associées à cette initiative. La reconstruction de l'activité agricole a un rôle important dans la stabilisation et la reconstruction de l'Afghanistan et la Belgique y consacre une attention particulière. La reconstruction économique demandera toutefois encore beaucoup de temps, et les cultures liées à la drogue représentent toujours une part considérable dans la production agricole totale. Une plus grande intégration régionale étant en effet essentielle, le ministre salue l'accord de coopération commerciale conclu entre le Pakistan et l'Afghanistan.

L'incident est clos.

10 Question de M. Damien Thiéry au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'état d'avancement de la procédure de ratification du protocole n° 12 à la Convention européenne des droits de l'homme" (n° 1806)

10.01 Damien Thiéry (MR): La Belgique a signé ce protocole le 4 novembre 2000, et il est entré en vigueur en 2005. Entre-temps, 18 pays l'ont ratifié, mais pas la Belgique. Mme Onkelinx en 2006 avait dénoncé les difficultés liées au champ très large d'interdiction de la discrimination, fondée sur le sexe, la race, la couleur, la langue ou toute autre situation. Il serait intéressant que la Belgique procède à l'analyse des implications du protocole à l'heure actuelle dans les domaines de l'enseignement, de l'emploi, de la fiscalité, etc. Rien n'a avancé depuis 2006, voire 2005.

Disposez-vous d'informations?

10.02 Olivier Chastel, secrétaire d'État (*en français*): La réponse du ministre des Affaires étrangères est que la ratification du protocole n'a pas été entamée, aucun motif d'urgence ne la justifiant en affaires

courantes.

10.03 Damien Thiéry (MR): Pas d'urgence, après cinq ans d'inertie, cela dépend pour qui! Qu'entend-on par "caractère d'urgence"? J'interrogerai le ministre.

L'incident est clos.

11 Questions jointes de

- **M. Christian Brotcorne** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "un agenda publié par la Commission européenne" (n° 2111)

- **Mme Alexandra Colen** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le calendrier scolaire de l'UE sans mention des fêtes chrétiennes" (n° 2123)

11.01 Christian Brotcorne (cdH): Un agenda, publié par la Commission européenne pour l'Europe occidentale, mentionne les dates importantes et ne mentionne pas les fêtes chrétiennes. Le ministre français des Affaires européennes a réagi en déplorant que l'Europe n'assume pas son identité profonde. La Commission européenne a parlé de bourde.

La Belgique a-t-elle réagi auprès de la Commission européenne et si oui, de quelle manière? Cet agenda est-il distribué en Belgique? Nous avons appris que la "bourde" ne serait pas réparée mais que dorénavant toute référence à quelque fête que ce soit serait supprimée. Ne serait-ce pas là une occultation des fondements de notre société occidentale?

11.02 Alexandra Colen (VB): Les fêtes chrétiennes ont été retranchées du nouvel agenda de la Commission européenne destiné aux écoliers alors que les fêtes les plus importantes de toutes les autres religions y sont mentionnées. Primo la chrétienté est un fondement majeur de la civilisation européenne et deuxièmement, le principe de l'égalité de traitement joue.

Qu'en pense le gouvernement belge? Cet agenda a-t-il été distribué en Belgique? Le ministre demandera-t-il des explications à la Commission européenne et exigera-t-il que des correctifs soient apportés dans les futurs agendas? Le ministre français chargé des Affaires européennes a-t-il exprimé son mécontentement à ce sujet? Les ministres d'autres pays ont-ils fait de même? Ce projet a-t-il coûté 5 millions d'euros au contribuable? Le gouvernement belge a-t-il, d'une manière ou d'une autre, contribué financièrement à la confection de cet agenda?

11.03 Olivier Chastel, secrétaire d'État (*en français*): L'agenda scolaire européen 2010-2011 a omis toute référence aux fêtes chrétiennes, alors que les jours importants de toutes les autres religions ont été explicitement mentionnés.

Le préambule du traité sur l'Union européenne fait bien référence à l'ensemble des héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe. La charte des droits fondamentaux précise que l'Union européenne respecte la diversité culturelle et religieuse. Dès lors que le choix avait été fait de mentionner certaines fêtes dans l'agenda, il aurait été logique d'éviter toute discrimination entre les différentes religions et convictions.

L'agenda scolaire européen a été publié et financé par la Commission européenne. Le tirage total s'élève à 3 275 500 exemplaires. En Belgique, ce sont 79 675 exemplaires en français et 48 825 en néerlandais qui ont été distribués gratuitement dans les écoles secondaires qui en avaient fait la demande, selon le principe du premier arrivé, premier servi.

(*En néerlandais*) Les autorités belges n'ont nullement collaboré à ce projet. Le coût semble en effet s'élever à environ 5 millions d'euros. L'omission des fêtes chrétiennes dans l'agenda scolaire européen 2010-2011 est une erreur isolée et ne concerne pas les éditions antérieures. Il n'en reste pas moins qu'il s'agit évidemment d'une erreur déplorable. La Commission européenne l'a également reconnu et enverra un rectificatif avec tous les jours fériés, accompagné d'un courrier explicatif.

11.04 Christian Brotcorne (cdH): Je prends acte de la réponse. J'ignorais l'histoire de l'addendum. Pour l'avenir, on a affirmé que l'ensemble des références à des fêtes serait supprimé, mais vous n'en savez rien.

Nous suivrons cela de près l'année prochaine.

11.05 Alexandra Colen (VB): Je me réjouis d'entendre que le gouvernement regrette cet incident scandaleux. Je n'ai pas encore pu prendre connaissance de la lettre d'accompagnement ou de l'addendum. J'espère que cette erreur sera rectifiée dans les plus brefs délais et que cet incident n'est pas significatif de l'attitude de la Commission européenne à l'égard des valeurs et traditions européennes.

L'incident est clos.

12 Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "un pédophile belge aux Pays-Bas" (n° 2171)

12.01 Alexandra Colen (VB): Un pédophile et violeur en série belge a récemment été arrêté à Utrecht. Il y vivait depuis déjà quatre ans après s'être évadé d'un établissement pour internés en 2006 à l'occasion d'un congé. La Belgique n'a décerné un mandat d'arrêt international à son encontre que quatre ans plus tard. À la une du quotidien néerlandais *De Telegraaf*, le bourgmestre d'Utrecht explique pourquoi l'intéressé n'a pas été arrêté plus tôt et souligne qu'aux Pays-Bas, lorsqu'un interné ne réintègre pas son établissement au terme d'un congé, toutes les alarmes sont déclenchées. En Belgique, ce n'est visiblement pas le cas.

De quelle manière les autorités néerlandaises ont-elles protesté contre la négligence belge dans cette affaire, auprès de quelles autorités belges et par l'entremise de quelles autorités néerlandaises? Comment a-t-on réagi, du côté belge, à ces protestations néerlandaises?

12.02 Olivier Chastel, secrétaire d'État (en néerlandais): Aucun dossier concernant cet homme n'est connu du ministre. Les autorités néerlandaises n'ont pas protesté au niveau diplomatique contre une prétendue négligence du côté belge dans cette affaire. La coopération judiciaire et policière avec les Pays-Bas et au sein de l'UE se déroule directement entre autorités judiciaires et policières. Le ministre renvoie par conséquent cette question au ministre de la Justice.

12.03 Alexandra Colen (VB): J'ai posé la question au ministre des Affaires étrangères parce que les Pays-Bas ont annoncé qu'ils introduiraient une protestation. Je poserai bien entendu aussi la question au ministre de la Justice. Il est inacceptable qu'il ait fallu attendre quatre ans pour qu'un mandat d'arrêt international soit lancé contre un individu aussi dangereux.

L'incident est clos.

13 Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les élections présidentielles au Nigeria" (n° 2180)

13.01 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Le 9 avril 2011, des élections présidentielles se tiendront au Nigeria.

Le sud du Nigeria est en grande partie chrétien tandis que le nord est musulman. Depuis 1999, chaque communauté religieuse peut fournir le président, ce président ayant un mandat de huit ans. En 2007, c'est Umaru qui a été élu. La communauté musulmane devait donc diriger le pays jusqu'en 2015 mais Umaru est décédé l'année dernière et c'est le vice-président chrétien, Jonathan, qui lui a succédé. Il était prévu que celui-ci resterait président jusqu'aux prochaines élections puis qu'il céderait son poste à un candidat musulman. Cependant, il a décidé de poser sa candidature, ce qui fait naître une instabilité politique.

Les relations bilatérales entre notre pays et le Nigeria ont-elles connu certaines évolutions? Le ministre apporte-t-il son soutien à la candidature de Jonathan? Estime-t-il que les élections présidentielles sont susceptibles de porter atteinte au fragile équilibre qui existe au Nigeria?

13.02 Olivier Chastel, secrétaire d'État (en néerlandais): Les relations bilatérales avec le Nigeria sont très bonnes et stables.

Le ministre a connaissance de la désignation du président Goodluck Jonathan comme candidat de son parti, le PDP, pour les élections présidentielles du 9 avril 2011. Il ne lui appartient pas de soutenir ou non le

candidat à la présidentielle de l'un ou l'autre parti dans un pays étranger.

La règle tacite en vertu de laquelle un système de rotation est observé pour l'attribution des mandats de président et de vice-président, a été instaurée après un accord conclu en 1999 par l'élite dirigeante.

Lors des récentes élections primaires, les représentants du PDP ont décidé à une grande majorité de présenter le président actuel à sa propre succession. Curieusement, une série d'entités fédérées du Nord du pays ont aussi voté pour le sudiste Jonathan. De ce fait, il semble que le principe de la rotation a pris fin.

Tant que les événements se déroulent dans le respect de la Constitution et des dispositions légales qui permettent la tenue d'élections légales, le ministre considère qu'il n'est pas judicieux de se prononcer sur cette question. Il espère évidemment que le choix opéré n'entravera pas la stabilité, la coexistence pacifique et le futur développement du pays.

L'incident est clos.

14 Question de Mme Els Demol au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le problème des matières premières" (n° 2199)

14.01 Els Demol (N-VA): Ces derniers temps, l'industrie textile se plaint de difficultés d'approvisionnement en matières premières.

La disponibilité de matières premières abordables pose de plus en plus problème et il est question d'une guerre des matières premières. Cette situation est aggravée par l'interdiction d'exportation de fibres de coton et les quotas imposés en Inde, les achats massifs de coton par les entreprises publiques chinoises et une taxe à l'exportation en Russie. La Chine achète également les stocks mondiaux de bois dans le cadre de contrats à long terme.

Les autorités belges et européennes comptent-elles élaborer un plan concret pour préserver l'accès du secteur aux matières premières? Quel rôle la Belgique joue-t-elle en la matière?

14.02 Olivier Chastel, secrétaire d'État (en néerlandais): La direction Commerce de la Commission européenne procède à un monitoring régulier de l'accès de l'Europe aux matières premières. La Commission se réfère aux constats qu'elle fait pour obtenir, lors de négociations bilatérales et multilatérales, une plus grande liberté d'accès aux matières premières et tient compte pour cela d'autres domaines politiques tels que l'environnement et l'industrie. La Belgique soutient cette politique.

Au cours de sa présidence de l'UE, la Belgique a défendu une initiative tendant à mettre au devant de la scène la question des matières premières. On pourra prendre connaissance, dans le rapport *raw material initiative* qui paraîtra cette année, des défis à relever dans le secteur des matières premières.

Seule l'industrie pétrolière travaille avec des stocks stratégiques mais des voix s'élèvent pour que l'on étende ce système à certaines matières premières et pour que l'on cherche des matières de substitution.

Pour faire concorder autant que possible l'offre et la demande, il importe d'assurer la transparence du marché. La Belgique a toujours préconisé des mesures favorisant la transparence. Une plus grande efficacité dans la production et la consommation et une utilisation plus durable des matières premières peuvent contribuer à quelque peu modérer la demande.

Un meilleur dialogue avec les pays producteurs de matières premières et une meilleure coordination de la politique relative aux matières premières au sein de l'UE permettraient d'améliorer l'accès aux matières premières pour notre industrie.

14.03 Els Demol (N-VA): On ne peut plus nier que la Chine exerce une influence de plus en plus grande, non seulement en ce qui concerne les matières premières, mais également sur les marchés financiers. Il convient de suivre cette évolution de près.

L'incident est clos.

15 Question de Mme Eva Brems au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "une enquête israélienne sur les organisations de défense des droits de l'homme" (n° 2210)

15.01 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Certaines ONG internationales ont récemment tiré la sonnette d'alarme à la suite de la décision du Knesset de créer une commission d'enquête parlementaire chargée d'enquêter sur des organisations israéliennes de défense des droits de l'homme ayant fourni des informations à la Mission d'établissement des faits de l'ONU sur le conflit de Gaza et sur d'autres organisations se penchant sur les violations des droits de l'homme par les forces de sécurité israéliennes. La crainte est réelle qu'il s'agisse d'une tentative de faire taire les critiques du régime israélien et d'empêcher que des organisations israéliennes de défense des droits de l'homme ne reçoivent encore des fonds étrangers à l'avenir.

Quelle est la position belge en la matière? Notre gouvernement est-il disposé à répondre à l'appel de ceux qui souhaiteraient qu'il fasse part de son inquiétude au gouvernement israélien?

15.02 Olivier Chastel, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La création de cette commission d'enquête parlementaire est suivie de près par la Belgique et les partenaires européens. Le mandat de cette commission doit toutefois encore être examiné et la commission n'est unanimement soutenue ni par le Parlement ni par le gouvernement.

Une grande quantité d'ONG sont actives en Israël et s'occupent de domaines très différents. Nombre d'entre elles se consacrent à l'analyse objective et utile de la situation de la minorité arabe ou de la politique d'implantations dans les territoires occupés. Il est dès lors important que ces organisations puissent continuer à jouer leur rôle sans entraves. Tel est également le message que la Belgique et l'Union européenne souhaitent transmettre aux autorités israéliennes dans le cadre des futurs contacts bilatéraux.

15.03 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Je note qu'aucun signal n'a été donné à ce jour mais j'espère qu'il le sera à la première occasion.

L'incident est clos.

16 Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la vente d'uranium à l'Iran" (n° 2217)

16.01 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Il ressort d'informations diplomatiques divulguées au grand public que le gouvernement américain aurait mis le Canada sous pression pour qu'il empêche la société canadienne Forsys Metals de vendre sa mine d'uranium en Namibie au groupe belgo-congolais George Forrest International. Le groupe Forrest est suspecté d'entretenir des contacts avec les autorités iraniennes, qui sont à la recherche d'uranium, mais le groupe dément toute implication.

Sur quels éléments reposent les soupçons américains? Le secrétaire d'État nourrit-il les mêmes soupçons? A-t-il déjà pris contact à ce sujet avec les autorités américaines?

16.02 Olivier Chastel, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Les services du ministre ignorent pourquoi les collègues américains pensent que Forrest pourrait vendre à l'Iran de l'uranium en provenance de la République démocratique du Congo, et ils n'ont pas davantage connaissance d'éventuelles relations entre cette entreprise et l'Iran.

Nos services entretiennent des contacts avec les États-Unis et d'autres partenaires en ce qui concerne l'uranium du Congo par le biais de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Ils n'ont dans ce cadre jamais évoqué spécifiquement GFI, étant donné qu'ils n'étaient pas informés de contacts entre Forrest et l'Iran.

16.03 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Nous continuerons à suivre ce dossier.

L'incident est clos.

17 Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la rencontre du président de la Commission européenne avec le président ouzbek, M. Karimov" (n° 2323)

17.01 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Le rapport annuel de Human Rights Watch déplore que l'Union européenne n'intervienne pas assez sévèrement contre les régimes corrompus. Le rapport paraît à un moment particulièrement inopportun alors que M. Karimov, le président ouzbek controversé, est en visite à Bruxelles pour une rencontre avec le président de la Commission européenne et le secrétaire général de l'OTAN.

M. Karimov pourrait abuser de ce sommet pour faire de la publicité pour son régime. J'ai également lu dans la presse que les ministres belges et le Roi refusent de rencontrer M. Karimov.

Le secrétaire d'État a-t-il déjà étudié le rapport de Human Rights Watch? Que pense-t-il de l'attitude de l'UE à l'égard des régimes corrompus? Refuse-t-il de parler avec M. Karimov? Pour quelle raison?

17.02 Olivier Chastel, secrétaire d'État (en néerlandais): Le ministre a en effet pris connaissance du Rapport mondial qui vient d'être publié par Human Rights Watch. Les auteurs de ce document dénoncent notamment le fait que beaucoup de gouvernements exercent une pression insuffisante sur des régimes qui se livrent à des violations des droits de l'homme. Il est en outre souligné dans le rapport que l'UE semble privilégier le dialogue et la coopération.

Le dialogue et la coopération sont en effet des leviers importants pour faire cesser des violations des droits de l'homme.

À propos de la rencontre du président Karimov et du président Barroso, ce dernier a encore une fois rappelé de manière claire et précise la stratégie européenne. La politique de l'UE envers l'Ouzbékistan repose sur un engagement critique et assorti de réserves, avec une attention particulière accordée aux droits de l'homme. M. Barroso croit au dialogue individuel afin de donner corps à cet engagement. Le ministre le soutient sans réserve sur ce point.

L'Union européenne a décidé fin 2009 de mettre un terme aux sanctions prises contre le régime ouzbek.

L'objectif était d'inciter Tachkent à progresser dans le domaine du respect des droits de l'homme. La Belgique a dès lors entamé une procédure de rapprochement bilatéral au niveau de l'administration du SPF Affaires étrangères. Des contacts officiels au niveau ministériel pourraient être envisagés pour l'avenir.

Le ministre n'a pour l'heure encore reçu aucune demande officielle de la part du gouvernement ouzbek.

L'incident est clos.

18 Question de M. Theo Francken au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le mémorandum d'entente avec l'Afghanistan" (n° 2276)

18.01 Theo Francken (N-VA): Contrairement à ses voisins, la Belgique n'a pas encore conclu de mémorandum d'entente (MOU) avec l'Afghanistan. Il s'agit pourtant d'un élément important pour le rapatriement d'Afghans clandestins qui sont découverts dans le cadre de troubles de l'ordre public, par exemple. Actuellement, il est impossible de procéder à l'éloignement des intéressés. L'Afghanistan doit s'engager vis-à-vis de la Belgique, dans un MOU, à ne pas faire subir de tortures et à ne pas prononcer de peines de mort contre ses ressortissants rapatriés. De même, lorsque nos militaires arrêtent un combattant taliban à Kunduz, ils ne peuvent pas le remettre à l'armée afghane parce qu'un MOU fait toujours défaut.

Une ambassade digne de ce nom a-t-elle été ouverte entre-temps à Kaboul? Pourquoi n'a-t-on toujours pas conclu de mémorandum d'entente avec le gouvernement afghan? La présence diplomatique accrue de la Belgique à Kaboul offrira-t-elle de nouvelles possibilités? Le MOU constitue-t-il une priorité?

18.02 Olivier Chastel, secrétaire d'État (en néerlandais): À la suite d'une décision du Conseil des ministres, le bureau diplomatique de Kaboul est devenu une ambassade le 2 avril 2010. L'arrivée d'un ambassadeur

désigné, M. Michel Lastschenko, est prévue pour le 2 février 2011.

Des négociations sont en cours depuis 2004 sur un mémorandum d'entente concernant le rapatriement des demandeurs d'asile afghans déboutés. Un projet d'accord existait en 2007 mais, du côté afghan, on était très réticent à le signer. À partir du 1^{er} janvier 2010, la Belgique s'est efforcée de relancer les négociations, sans résultat concret. Pour plus d'explications, je renvoie M. Francken au secrétaire d'État à la Politique de migration et d'asile. Les négociations relatives à un mémorandum d'entente sur le transfert des détenus en sont quasiment au même stade.

Le ministre espère également que la présence d'un ambassadeur à part entière peut faire avancer ces dossiers.

18.03 Theo Francken (N-VA): Il faut espérer que les discussions menées par le nouvel ambassadeur – originaire de Serbie – accéléreront le processus. Peut-être devons nous renforcer notre pression sur le gouvernement afghan, qui devrait en fin de compte nous remercier de notre présence militaire. Les Pays-Bas ont ainsi déclaré qu'ils n'étaient prêts à envoyer des troupes à Uruzgan que si un mémorandum d'entente était conclu. Le gouvernement afghan s'était empressé à l'époque de signer le plus rapidement possible ce mémorandum. Il faut en conclure que nous devons exiger un mémorandum avant d'envoyer des forces armées étrangères. Tous les Afghans reçoivent aujourd'hui *de facto* des papiers en Belgique car il n'existe pas de mémorandum de rapatriement. L'effet d'aspiration est bien sûr énorme.

L'incident est clos.

19 Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'importante mainmise financière de la Chine sur l'Europe" (n° 1878)

19.01 Peter Logghe (VB): La Chine n'investit pas qu'aux États-Unis mais aussi en Europe. Ces dernières semaines, elle a acheté des milliards d'obligations d'État grecques. La Chine s'apprêterait aussi à acheter des obligations d'État portugaises et aurait investi dans des obligations du fond d'urgence européen.

La Chine accroît-elle ainsi son influence politique? La Grèce pourra-t-elle à l'avenir encore prendre position contre la Chine? Est-il exact que la Chine s'intéresse à l'Europe du Sud et du Sud-Est, plus particulièrement aux ports des Balkans? Qu'envisagent de faire les ministres européens des Affaires étrangères pour contrer l'influence croissante de la Chine en Europe? Ne risquons-nous pas de perdre notre souveraineté? Observe-t-on également en Belgique davantage de flux financiers chinois?

19.02 Olivier Chastel, secrétaire d'État (en néerlandais): Le ministre des Affaires étrangères ne souhaite pas répondre aux questions hypothétiques. Il est effectivement question d'un intérêt croissant de la Chine pour le sud et le sud-est de l'Europe, mais cela ne préoccupe pas le ministre. Il est logique que la Chine veuille investir dans des obligations européennes. Ce pays possède les plus importantes réserves de change, qui sont jusqu'à présent essentiellement converties en dollars américains. Il n'est pas étonnant que la Chine souhaite diversifier ses actifs et il est normal que ce pays cherche à soutenir, par des investissements, la stabilité économique d'un de ses principaux marchés d'exportation.

L'Union européenne mène actuellement une discussion sur la relation avec les partenaires stratégiques, dont la Chine. Le ministre n'entrevoit toutefois aucune menace pour la souveraineté européenne. Chaque pays est libre d'investir là où il l'entend et du point de vue européen, l'intérêt de la Chine est encourageant après les récents problèmes.

Les questions relatives aux flux d'argent chinois dans notre pays devraient plutôt être posées au ministre des Finances.

19.03 Peter Logghe (VB): Ce que dit le ministre est exact, mais je pense que les investissements chinois revêtent aussi un aspect politique. La Chine est également très présente au Congo et y prend progressivement la place de la Belgique.

L'incident est clos.

20 Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la position de la Belgique concernant l'indépendance du Sud-Soudan" (n° 2291)

20.01 Peter Logghe (VB): Dans un référendum, le Sud-Soudan s'est prononcé pour l'indépendance.

Comment voyez-vous l'avenir de cette région? Le ministre a-t-il reçu des plaintes faisant état d'irrégularités commises lors de ce référendum? Quelle est la réaction de la Belgique à cette déclaration d'indépendance démocratiquement légitimée? Peut-on s'attendre à une position européenne commune? Si tout se déroule comme prévu et s'il existe effectivement un État Sud-Soudan d'ici six mois, la Belgique compte-t-elle y ouvrir une ambassade?

20.02 Olivier Chastel, secrétaire d'État (en néerlandais): Aucune plainte concernant des irrégularités survenues lors du référendum au Soudan n'est parvenue au ministre. Les observateurs internationaux font état d'une consultation populaire qui s'est déroulée paisiblement et sans irrégularités notables. Le dépouillement est encore en cours. Les résultats ne seront rendus publics que dans quelques semaines.

Notre pays plaide en faveur d'une mise en œuvre correcte du *comprehensive peace agreement*, signé en 2005 entre le Nord et le Sud soudanais, et qui mentionne explicitement l'organisation d'un référendum sur la sécession.

En 2010, les ministres européens des Affaires étrangères ont débattu du Soudan à quatre reprises. Le dossier du Soudan et la réaction de l'UE au référendum seront également abordés lors du Conseil du 31 janvier 2011.

Aucune décision n'a encore été prise quant à l'ouverture d'une ambassade belge dans l'hypothèse où le Sud-Soudan deviendrait indépendant.

L'incident est clos.

21 Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "de nouveaux viols de masse perpétrés en RDC" (n° 2292)

21.01 Peter Logghe (VB): En début d'année, l'armée régulière congolaise a mené une campagne punitive contre le village de Fizi, où un soldat aurait trouvé la mort lors d'une dispute avec sa femme. Septante femmes auraient été violées, et les habitants ont fui leur village. Selon le bureau humanitaire des Nations Unies, un lieutenant-colonel de l'armée congolaise a participé aux viols.

La Belgique dégage plus de 17 millions d'euros pour l'organisation des élections au Congo. Cette aide ne peut évidemment être octroyée sans engagements en contrepartie.

Comment notre pays réagit-il au rapport du bureau humanitaire des Nations Unies? Avez-vous déjà consulté votre homologue congolais ou l'ambassadeur du pays concernant ce dossier? Considérez-vous que ces événements ne constituent qu'un accident de parcours ou auront-ils des répercussions sur la politique belge?

21.02 Olivier Chastel, secrétaire d'État (en néerlandais): Les services du ministre ont été informés, par l'entremise de l'ambassade belge à Kinshasa, des viols de masse perpétrés par des soldats des FARDC à Fizi. Notre représentation permanente à New York a suivi cette affaire de près et le Département des opérations de paix a rédigé des rapports en la matière à la demande du Conseil de sécurité.

À la suite de ces événements, la MONUSCO à Kinshasa a insisté pour que le commandant soit démis de ses fonctions et traduit en justice. Fin de la semaine dernière, l'armée gouvernementale congolaise a arrêté le lieutenant-colonel Kibibi Mutware ainsi qu'une dizaine d'autres soldats.

À première vue, les canaux appropriés des Nations Unies sont intervenus très efficacement, avec le plein soutien de la Belgique, mais cette situation requiert un suivi. Ces viols sont inacceptables.

L'approfondissement du processus de démocratisation aura une incidence positive sur la stabilité du pays et le respect des droits de l'homme. Par conséquent, les événements dramatiques qui ont eu lieu à Fizi n'affecteront pas notre soutien financier au processus électoral. La Belgique observe le processus électoral au Congo de très près. Le soutien financier fera toutefois l'objet d'une évaluation.

21.03 Peter Logghe (VB): Le viol est inacceptable, mais il a bien eu lieu. Nous organisons également régulièrement des élections en Belgique, mais à ce que je sache, jamais elles n'ont été accompagnées de viols collectifs. Récemment, une révision constitutionnelle a été adoptée au Congo et il s'avère que le président Kabila prépare son prochain mandat. Dans l'intervalle, des militaires déstabilisent l'Est du Congo, notamment en se livrant à des viols collectifs. Je ne suis dès lors pas entièrement rassuré par la réponse du ministre.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 16 h 43.

De vergadering wordt geopend om 14.34 uur en voorgezeten door de heer François-Xavier de Donnea.

De **voorzitter**: Op verzoek van de minister zie ik me genoodzaakt de vragen onder de punten 4, 12 en 26 van onze agenda in te trekken.

01 Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het standpunt dat België in de Raad verdedigt inzake het toekomstige EU-investeringsbeleid" (nr. 1688)

01.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Hoewel buitenlandse investeringen een exclusieve bevoegdheid van de Europese Commissie is, stelt zij voor om een overgangperiode in te voeren. Tijdens deze periode zal zij het recht hebben om exclusief met belangrijke partners te onderhandelen, zoals Canada, India, Singapore, Mercosur, China en Rusland.

Wat was het standpunt van België met betrekking tot de normen die de Commissie zal moeten toepassen in het kader van toekomstige investeringsovereenkomsten en meer bepaald met betrekking tot het voornemen van de Commissie om er clausules over de vrije overdracht van kapitaalfondsen, het beginsel van non-discriminatie of de bescherming van contractuele rechten in op te nemen? Hoe staat het met de beginselen die onze regering verdedigt op het vlak van sociale normen en milieunormen?

Is de regering, ook al is zij enkel belast met lopende zaken, van plan binnenkort nieuwe bilaterale investeringsovereenkomsten te sluiten of de bestaande overeenkomsten op basis van deze nieuwe regelingen te herzien? Zal u het Belgische model uit 2002 aanpassen aan de Europese regelgeving?

01.02 Staatssecretaris Olivier Chastel (Frans): Het Verdrag van Lissabon vormt voor België een aanleiding om een Europees investeringsbeleid uit te werken. Het is de bedoeling dat Europese investeerders zo goed mogelijk worden beschermd en dat de investeringen wereldwijd in de eerste plaats naar de Unie blijven vloeien.

Het bilateraal verdragsmodel van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie (BLEU) is de minimumstandaard op het vlak van bescherming: het beginsel van non-discriminatie, de vrije overdracht van kapitaalfondsen en betalingen, de bescherming tegen onteigening zijn basisnormen voor toekomstige verdragen van de Europese Unie. België wil ook dat een aantal sociale normen en milieunormen in overeenstemming met hetzelfde model worden nageleefd. De BLEU zet op basis van dat zelfde model de onderhandelingen over investeringsovereenkomsten die vóór het Verdrag van Lissabon werden opgestart voort.

Er kunnen in een periode van lopende zaken geen nieuwe bilaterale overeenkomsten worden gesloten.

01.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Wij zullen er van nabij op toezien dat de sociale en milieuclausules meer inhouden dan alleen maar wat holle frasen.

Het incident is gesloten.

02 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Christiane Vienne** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de presidentsverkiezingen in Wit-Rusland" (nr. 1799)
- mevrouw **Alexandra Colen** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de verkiezingen in Wit-Rusland" (nr. 1875)

02.01 **Christiane Vienne** (PS): Op 19 december werd Alexander Loekasjenko opnieuw tot president verkozen met bijna 80 procent van de stemmen. Na de verkiezingen kwamen tienduizenden oppositieleden op straat. Zeven van de negen kandidaten en honderden betogers werden opgepakt.

Lady Ashton veroordeelde de repressie en vroeg dat de opposanten onmiddellijk zouden worden vrijgelaten. Tony Loyd, van zijn kant, was van oordeel dat de verkiezingen Wit-Rusland niet de nodige nieuwe start hadden kunnen geven en dat de telling van de stemmen onvoldoende transparant was verlopen.

Meent u, in het licht van deze gebeurtenissen, dat de Europese Unie haar toenaderingsbeleid ten aanzien van Wit-Rusland moet herzien? De beslissing om bepaalde verantwoordelijken – onder wie Alexander Loekasjenko – geen visum toe te kennen, is nog steeds opgeschort. Moet die opschorting in het licht van de recente gebeurtenissen worden herbekeken? Komt de financiële steun aan dat land in het gedrang? Hoe evalueert u de huidige politieke situatie?

02.02 **Alexandra Colen** (VB): Er zou sprake geweest zijn van fraude bij de herverviering van president Loekasjenko in Wit-Rusland. Leden van de oppositie werden gearresteerd, demonstranten uiteengeslagen. Volgens de Nederlandse minister van Buitenlandse Zaken zijn de verkiezingen niet vrij en eerlijk verlopen. De Duitse en Poolse regeringen opperden om de beloofde Europese steun niet te leveren in het geval van gemanipuleerde verkiezingen.

Deelt de Belgische regering deze meningen? Welke stappen zal zij zetten, eventueel samen met de Europese Unie?

02.03 Staatssecretaris **Olivier Chastel** (Frans): De minister van Buitenlandse Zaken sluit zich aan bij de kritische analyses van de verkiezingswaarnemers van de OVSE en de Hoge Vertegenwoordiger van de Europese Unie.

De manier waarop het verkiezingsproces in Wit-Rusland is verlopen, met de aanhouding van kandidaten en de brutale repressie van de oppositie, druist lijnrecht in tegen de internationale normen.

(Nederlands) De EU beraadt zich over eventuele maatregelen ten aanzien van de Wit-Russische autoriteiten. De formele beslissing wordt ten laatste op de Raad Buitenlandse Zaken van 31 januari genomen. De EU moet de verantwoordelijken voor de electorale fraude en repressie duidelijk veroordelen. Respect voor de democratie, de mensenrechten en de rechtsstaat blijven bepalend voor de toenadering tussen de Unie en Wit-Rusland, maar het mag niet de bedoeling zijn om het land te isoleren. We mogen de bevolking en de slachtoffers van de repressie niet uit het oog verliezen.

(Frans) In de conclusies van de Raad van 25 oktober 2010 is bepaald dat deze te allen tijde kan besluiten de reisbeperkingen opnieuw toe te passen of in te trekken. Over het principe en de modaliteiten van zo'n beslissing is eenparigheid van stemmen van de lidstaten vereist.

(Nederlands) Uit de conclusies van de Europese Raad van 25 oktober 2010 blijkt dat macrofinanciële hulp pas mogelijk is indien alle voorwaarden zijn vervuld, zoals een akkoord tussen Wit-Rusland en het IMF over een stabilisatielening. We staan nog ver van zo'n akkoord, wat te wijten is aan de terughoudendheid van Wit-Rusland om de voorwaarden van het IMF te aanvaarden.

De minister heeft geen weet van EU-documenten die een vrij en eerlijk verloop van de presidentsverkiezingen expliciet koppelen aan de uitbetaling van 3,5 miljard euro Europese steun aan Wit-Rusland. In 2010 werd wel 320 miljoen euro ingeschreven voor Europese initiatieven gericht op Wit-Rusland.

De Europese Unie zal bij het vastleggen van de financiële hulp aan het land natuurlijk zorgvuldig te werk gaan.

(Frans) Wit-Rusland wordt gedomineerd door een autocratische president, die steunt op een zeer sterk politieapparaat. Volgens waarnemers was het de eerste keer dat de oppositie tijdens een verkiezingscampagne op een goed zichtbare, zij het beperkte wijze campagne kon voeren. Sinds 19 december maakt het regime zich schuldig aan een brutale repressie, en men kan zich afvragen of dit een uiting van sterkte dan wel van zwakte is. De Wit-Russische economie en energievoorziening zijn immers kwetsbaar.

België en Europa zullen de situatie op de voet blijven volgen na de sluiting van het OVSE-kantoor.

(Nederlands) Volgens de gegevens van de minister werden reeds 550 personen vrijgelaten. 27 vooraanstaande opposanten verblijven nog steeds in de gevangenis voor het organiseren van rellen: zij riskeren tot 15 jaar cel. Bovendien worden ongeveer 20 journalisten en verschillende studenten vastgehouden. De Europese Unie en de lidstaten volgen hun situatie op de voet en brengen ze ter sprake in de contacten met de autoriteiten in Minsk.

02.04 **Christiane Vienne** (PS): Het is duidelijk dat de verkiezingen in het land 'free' noch 'fair' verlopen zijn.

U zei dat Wit-Rusland geïsoleerd dreigt te raken. Er zijn voorbeelden in andere delen van de wereld die aantonen dat wanneer men dictaturen al te zeer met fluwelen handschoenen aanpakt, de verzuchtingen van de bevolking het systeem vroeg of laat doen barsten.

Ook dient men te erkennen dat de heer Loekasjenko paradoxaal genoeg zelfs bij 'free' en 'fair' verlopen verkiezingen verkozen zou zijn, want hij is heel populair. Dat is betreurenswaardig voor Wit-Rusland, maar zo is het nu eenmaal.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de Amerikaanse houding ten opzichte van Congo" (nr. 1874)**

03.01 **Alexandra Colen** (VB): De Amerikaanse regering heeft Congo van de lijst van geprivilegieerde handelspartners geschrapt wegens het gebrek aan respect voor de mensenrechten vanwege de Congolese autoriteiten.

Wat vindt de Belgische regering van die beslissing? Waarom neemt België geen gelijkaardige maatregel? Overleggen we met andere landen over de situatie in Congo?

03.02 Staatssecretaris **Olivier Chastel** (Nederlands): De VS schrappen geregeld landen van de lijst van handelspartners, in toepassing van hun African Growth and Opportunity Act. België neemt nota van die beslissing, die is ingegeven door het seksuele geweld in Congo, zoals contacten met het US State Department ons leerden. Maatregelen van die orde zijn voor EU-lidstaten zoals België een communautaire aangelegenheid. De Europese Unie geeft voorrang aan een permanente dialoog met de Congolese autoriteiten op het vlak van de mensenrechten.

België wordt door tal van landen regelmatig geraadpleegd over de toestand in de regio van de Grote Meren. Er vindt ook op regelmatige wijze overleg plaats binnen de EU over het beleid ten aanzien van de DRC.

03.03 **Alexandra Colen** (VB): Misschien wordt het tijd dat ons land in het geval van Congo, waar de mensenrechtenproblematiek maar niet betert, zoals de VS strenger gaat optreden: sancties in plaats van dialoog.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van mevrouw Ingeborg De Meulemeester aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het toegenomen aantal terechtstellingen in**

Iran" (nr. 1893)

04.01 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): De laatste weken vonden er opnieuw verschillende terechtstellingen plaats in Iraans Koerdistan. De autoriteiten zeggen dat deze mensen aanslagen hadden gepleegd die duizenden burgers het leven kostten. Het feit is dat Koerden en soennieten nog steeds sterk worden gediscrimineerd in het overwegend Sjiïetische Iran.

Kent de minister de ware redenen van de terechtstellingen? Wat is het standpunt van de Belgische regering?

04.02 Staatssecretaris Olivier Chastel (Nederlands): De minister heeft op 29 december in een persbericht zijn bezorgdheid geuit over de berichten betreffende executies van politieke gevangenen in Iran. Hij beschikt niet over informatie over de reden van de terechtstellingen. De wereldwijde afschaffing van de doodstraf is een prioriteit voor België en de Europese Unie. Dat is een essentiële stap voor de progressieve ontwikkeling van de mensenrechten. De Belgische aanbeveling voor de VN-Mensenrechtenraad om de minimumstandaard – de bepalingen van het internationale verdrag inzake burgerlijke en politieke rechten en het kinderrechtenverdrag – te respecteren bij de toepassing van de doodstraf, werd aanvaard door Iran.

De minister betreurt dat de aanbeveling om een moratorium op de doodstraf in te voeren daarentegen verworpen werd.

Tijdens het Belgisch EU-voorzitterschap heeft de EU diverse demarches uitgevoerd en verklaringen afgelegd over verschillende individuele doodstrafzaken. België steunt vanzelfsprekend het voortzetten van die inspanningen.

04.03 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): De repressie tegenover Koerden is ook in Irak, Turkije en Syrië sterk voelbaar. Ik hoop dat België en de EU voldoende aandacht blijven schenken aan de legitieme belangen van de Koerden.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de nieuwste cijfers over vermoorde en gekidnapte journalisten" (nr. 1915)

05.01 Alexandra Colen (VB): Velen maken zich, terecht overigens, zorgen over het geweld dat gepleegd wordt op journalisten die op diverse plaatsen ter wereld hun werk proberen te doen – ook in landen die lid zijn van de VN.

Treedt UNESCO wel voldoende op tegen schendingen van de persvrijheid en tegen bedreiging van journalisten? Wat doet ons land voor de pers in zulke landen?

05.02 Staatssecretaris Olivier Chastel (Nederlands): De minister is van mening dat UNESCO goed werk levert op het vlak van de verdediging van de rechten van journalisten. De directeur-generaal heeft in 2010 uitdrukkelijk de moord op meer dan 50 journalisten veroordeeld. Eind januari organiseert UNESCO in Parijs een internationaal symposium over persvrijheid.

Indien de lidstaten hiertoe bereid zijn, zou er meer gedaan kunnen worden door de VN-Mensenrechtenraad om de vrijheid van meningsuiting en de persvrijheid te promoten. België verdedigt die elementaire rechten in zijn bilaterale contacten en binnen de EU en de VN. België maakt gebruik van het universeel periodiek toezicht inzake mensenrechten waaraan elke VN-lidstaat is onderworpen, om mensenrechtenschendingen aan te klagen en aanbevelingen te formuleren.

Gedurende ons EU-voorzitterschap hebben we met succes geijverd voor het versterken van de Europese politiek inzake mensenrechten. Journalisten verdedigen de mensenrechten en verdienen dan ook een bijzondere bescherming.

We steunen binnen de VN alle initiatieven die de vrijheid van meningsuiting en de persvrijheid bevorderen.

We leveren een financiële bijdrage aan het bureau van de Hoge Commissaris voor de Rechten van de Mens en de speciale VN-rapporteur inzake de bevordering en de bescherming van de vrijheid van akte en meningsuiting.

05.03 Alexandra Colen (VB): Misschien is dit het moment om na te gaan op welke manier lidstaten van de VN ook wat meer druk op elkaar kunnen uitoefenen. Het zijn immers vaak lidstaten van de VN waar het fout loopt.

Het incident is gesloten.

06 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Ingeborg De Meulemeester aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het beleid ten aanzien van Oost-Jeruzalem" (nr. 1990)
- de heer Dirk Van der Maelen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de afbraak van het Shepherd-hotel" (nr. 2000)
- de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "EU-diplomaten die oproepen tot een boycot van producten van Oost-Jeruzalem" (nr. 2034)
- mevrouw Eva Brems aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "Oost-Jeruzalem" (nr. 2213)

06.01 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): De vredesonderhandelingen tussen Israël en de Palestijnen die begin september 2010 werden opgestart, liepen al na enkele weken vast omdat de Israëli's weer volop begonnen te bouwen op de Westoever. Begin januari werd begonnen met de afbraak van het historische Shepherd-hotel in Oost-Jeruzalem.

Zowel de VS als de EU hebben geprobeerd Israël tot een nieuwe bouwstop te bewegen, maar dat is niet gelukt.

EU-diplomaten stellen voor de import van producten uit de Joodse nederzettingen in Oost-Jeruzalem te verbieden. Daarnaast pleiten ze voor de aanwezigheid van EU-vertegenwoordigers in de rechtbanken waar over de uitzetting van Palestijnse families wordt beslist. Ze vinden ook dat EU-ministers de aanwezigheid van Israëlische veiligheids- of protocoldiensten zouden moeten weigeren als ze Oost-Jeruzalem bezoeken.

Is de minister het ermee eens dat de EU een aangepaste politiek moet voeren om sterker op de vredesonderhandelingen te wegen? Ondersteunt hij de voorstellen van de EU-consuls?

06.02 Staatssecretaris Olivier Chastel (Nederlands): Mevrouw Ashton heeft de afbraak van het Shepherd-hotel met klem veroordeeld en uiteraard sluit de minister zich daarbij aan. Hij heeft ook gevraagd of de veroordeling herhaald kan worden namens alle lidstaten in een publiek debat van de Veiligheidsraad van de VN op 19 januari jongstleden.

De minister beschouwt het nederzettingenbeleid in bezet gebied als illegaal en als een obstakel voor vrede en een tweestatenoplossing. Hij kent het jaarlijks rapport van de EU-posthoofden in Jeruzalem en Rammalah, maar betreurt dat het is uitgelekt nog voor het door het politiek en veiligheidscomité werd besproken. De minister vindt het beschrijvende deel accuraat en de meeste aanbevelingen steunt hij.

Het rapport bevat geen aanbeveling tot een invoerban uit bezet gebied, maar het voorstel om producten zo te labelen dat het duidelijk is dat ze uit bezet gebied komen.

De minister heeft zelf al aanbevelingen in de praktijk gebracht tijdens zijn bezoeken aan onder meer Oost-Jeruzalem.

Het beleid van de EU wordt door de 27 lidstaten samen bepaald. Er is binnen de EU geen consensus om de relaties met Israël verder uit te bouwen. Zaken zoals de afbraak van het Shepherd-hotel zijn niet van aard om die consensus te bevorderen.

06.03 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Er is nog veel werk aan de winkel.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van mevrouw Ingeborg De Meulemeester aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het referendum in Sudan en de oplossing voor Abyei" (nr. 1991)

De **voorzitter**: Minister Vanackere heeft gevraagd om de punten 4 (vragen nr. 1805 van de heer Francken, nr. 1873 van mevrouw Colen, nr. 2004 van de heer Vercamer, nr. 2122 van de heer Luyckx en nr. 2269 van de heer Ducarme), 12 (nrs 1917, 1918, 1919 en 2126 van mevrouw Colen, nr. 2084 van de heer Brotcorne en nr. 2300 van de heer Ducarme) en 26 (vragen nr. 2175 van de heer Vercamer, nr. 2178 van mevrouw Demol, nr. 2184 van de heer Tuybens en nr. 2208 van mevrouw Brems) uit te stellen. Ik zal evenwel eisen dat de minister zelf de vragen komt beantwoorden.

07.01 Alexandra Colen (VB): Indien de minister inderdaad zelf komt antwoorden, ga ik akkoord.

07.02 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Op 9 januari 2011 begon het referendum over de onafhankelijkheid van Zuid-Sudan. Het is echter onwaarschijnlijk dat er ooit een referendum zal komen in Abyei. De olievoorraden rond Abyei zijn van onschatbare waarde voor de toekomstige Staat.

Is de minister op de hoogte van de toestand?

Het Technical Border Agreement heeft over het grootste deel van de grens al een akkoord bereikt, maar er blijft onenigheid bestaan over een aantal streken.

Op welke wijze zullen de nog resterende kwesties worden afgehandeld? Verwacht de minister snel vorderingen? In hoeverre stuurt de internationale gemeenschap de onderhandelingen tussen beide landsdelen? Zal deze sturing worden opgedreven na afloop van het referendum?

07.03 Staatssecretaris Olivier Chastel (Nederlands): De minister is op de hoogte van deze kwestie. De reden is dat beide partijen geen akkoord konden bereiken over de modaliteiten van het referendum in Abyei. De resterende kwesties moeten worden afgehandeld door onderhandelingen tussen beide partijen. De bemiddelaar van de Afrikaanse Unie, Mbeki, probeert hierbij te helpen. Het is moeilijk te voorspellen of er snel vorderingen zullen worden gemaakt.

Het huidige kader van het vredesakkoord zal vanaf 9 juli 2011 niet langer van toepassing zijn. Idealiter worden de resterende kwesties dus voor die datum beslecht. Het is vooral de Afrikaanse Unie die, in persoon van Mbeki, de onderhandelingen stuurt, met de volle diplomatieke steun van de VN, de EU en andere internationale actoren. Het is inderdaad de verwachting dat deze sturing in de komende weken en maanden wordt opgedreven.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Gerald Kindermans aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het recente opiniestuk van de Pakistaanse auteur Achmed Raschid en diens voorstel wat betreft een stappenplan voor vrede in Afghanistan" (nr. 2029)

08.01 Gerald Kindermans (CD&V): Begin januari 2011 verscheen in *The New York Review of Books* een opiniestuk van de Pakistaanse auteur Achmed Raschid, waarin deze niet alleen een beeld schetst van de huidige situatie in Afghanistan en het conflict analyseert, maar ook een mogelijk stappenplan voor vrede formuleert. Volgens hem moeten de Pakistaanse en de Indiase veiligheidsdiensten overleggen, hun activiteiten in Afghanistan transparanter maken en op termijn wederzijdse vertrouwenwekkende maatregelen nemen. Ook moet er een oplossing komen voor het geweld in de Pakistaanse provincie Beloetsjistan en voor de Afghaanse Talibanleiders op Pakistaans grondgebied. Hij wijst ook op de prominente rol die de Verenigde Naties en de lokale VN-missie zouden moeten spelen.

In hoeverre is een toenadering en samenwerking tussen India en Pakistan realistisch? Welke inspanningen

levert de internationale gemeenschap daartoe? Hoe schat de minister de rol van de VN in? Is de lokale VN-missie inmiddels voldoende uitgebouwd om de onderhandelingen tussen de Afghaanse regering en de Taliban in goede banen te leiden en om te bemiddelen tussen Afghanistan en zijn buurlanden?

08.02 Staatssecretaris **Olivier Chastel** (*Nederlands*): De aanhoudende spanning tussen Pakistan en India weegt onmiskenbaar op Afghanistan. In 2010 is de dialoog tussen beide landen weer op gang gekomen, maar dit heeft nog niet opnieuw geleid tot de zogenaamde *composite dialogue*. De internationale gemeenschap moedigt de hernieuwde dialoog aan. De VN-missie ter plaatse speelt inderdaad een belangrijke rol in de stabilisering van Afghanistan. België volgt de verzoenings- en integratie-inspanningen van de Afghaanse regering op de voet. De VN beschikken over voldoende middelen om daarbij een belangrijke ondersteuning te geven.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer **Gerald Kindermans** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de saffraanteelt in Afghanistan als mogelijk alternatief voor de opiumproductie" (nr. 2089)

09.01 **Gerald Kindermans** (CD&V): De drughandel en de opiumteelt vormen de belangrijkste obstakels op de weg naar vrede en stabiliteit in Afghanistan. De internationale gemeenschap en de hulporganisaties hebben de heropbouw van de Afghaanse landbouw naar verluidt te lang verwaarloosd. In 2007-2008 werd een groter budget vrijgemaakt.

Arme Afghaanse boeren moeten ervan worden overtuigd om alternatieve gewassen te kweken, wat niet makkelijk is. Een recent Afghaans proefproject mikt op een vervangende, lucratieve teelt van saffraan in de provincie Herat.

Kan de minister dit initiatief van het Afghaanse ministerie van Landbouw bevestigen en ons melden of hier ook organisaties als het FAO of het World Food Program van de VN bij betrokken zijn? Zijn lokale of internationale ngo's betrokken bij projecten voor alternatieve gewassen? Kan de minister inschatten hoe een dergelijke heropbouw van de landbouw kan worden gekaderd in het regionale economische bestel?

09.02 Staatssecretaris **Olivier Chastel** (*Nederlands*): De saffraanproductie als alternatief voor opium in Herat wordt in hoofdzaak gedragen door Italië. De minister weet momenteel niet welke andere partijen daarbij betrokken zijn. De heropbouw van de landbouw speelt een belangrijke rol in de stabilisering en reconstructie van Afghanistan, en België volgt dit nauw op. De economische heropbouw zal echter nog veel tijd vergen en de drugsteelt vertegenwoordigt nog altijd een zeer groot aandeel in de totale landbouwproductie. Een verdere regionale integratie is inderdaad van wezenlijk belang en daarom verwelkomt de minister het commerciële samenwerkingsakkoord tussen Pakistan en Afghanistan.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer **Damien Thiéry** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de stand van zaken van de ratificatieprocedure van protocol nr. 12 bij het Europees verdrag voor de rechten van de mens" (nr. 1806)

10.01 **Damien Thiéry** (MR): België ondertekende op 4 november 2000 dit protocol, dat in 2005 van kracht werd. Inmiddels ratificeerden 18 landen het protocol; België heeft dat echter nog niet gedaan. In 2006 wees minister Onkelinx op de moeilijkheden die voortspuiten uit het wel erg ruim opgevatte verbod op discriminatie op grond van geslacht, ras, huidskleur, taal of enige andere omstandigheid. Het zou interessant zijn dat de Belgische overheid nagaat wat thans de implicaties zijn van dat protocol op het vlak van onderwijs, werkgelegenheid, fiscaliteit, enzovoort. Sinds 2006 of zelfs 2005 is er geen enkele vooruitgang geboekt.

Kan u ons daar meer over zeggen?

10.02 Staatssecretaris **Olivier Chastel** (*Frans*): De minister van Buitenlandse Zaken antwoordt dat er nog geen aanvang werd gemaakt met de ratificatie van het protocol, omdat er geen urgentie kan worden ingeroepen en de ratificatie in een periode van lopende zaken dus niet mogelijk is.

10.03 Damien Thiéry (MR): Na vijf jaar stilzitten is er dus nog steeds geen urgentie. Dat hangt er nog maar van af voor wie! Wat verstaat men precies onder het begrip 'urgentie'? Ik zal de minister zelf hierover een vraag stellen.

Het incident is gesloten.

11 Samengevoegde vragen van

- de heer **Christian Brotcorne** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het uitgeven van een agenda door de Europese Commissie" (nr. 2111)

- mevrouw **Alexandra Colen** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de EU-schoolkalender zonder christelijke feestdagen" (nr. 2123)

11.01 Christian Brotcorne (cdH): In een door de Europese Commissie uitgegeven agenda bestemd voor West-Europa worden de belangrijke data vermeld, maar van enige verwijzing naar de christelijke feesten is er geen spoor. De Franse minister voor Europese Zaken betreurde in dit verband dat Europa voorbijgaat aan haar wezenlijke identiteit. Volgens de Europese Commissie ging het om een blunder.

Reageerde ook ons land bij de Europese Commissie? Zo ja, op welke manier? Wordt die agenda ook in België verspreid? We vernamen dat de blunder niet zou worden rechtgezet, maar dat elke referentie naar om het even welk feest in de toekomst zou verdwijnen. Raken de grondslagen van onze westerse maatschappij op die manier niet in de vergeethoek?

11.02 Alexandra Colen (VB): In de nieuwe agenda van de Europese Commissie voor scholieren zijn de christelijke feestdagen weggelaten, terwijl de belangrijkste dagen van alle andere godsdiensten wel staan vermeld. Het christendom is een belangrijke pijler van de Europese beschaving en verder speelt het principe van de gelijke behandeling.

Wat denkt de Belgische regering hiervan? Werden de agenda's ook in België verspreid? Zal de minister de Europese Commissie om uitleg vragen en pleiten voor een correctie in toekomstige agenda's? Heeft de Franse minister voor Europese Zaken hierover inderdaad zijn ongenoegen geuit? Hebben andere landen dat ook gedaan? Heeft dit project 5 miljoen euro gekost aan de belastingbetaler? Heeft de Belgische overheid op enige wijze mee betaald aan de agenda?

11.03 Staatssecretaris Olivier Chastel (Frans): In de Europese schoolagenda 2010-2011 werd elke verwijzing naar christelijke feesten weggelaten, terwijl de belangrijke dagen van alle andere religies wel uitdrukkelijk worden vermeld.

In de preambule van het Verdrag betreffende de Europese Unie wordt wel verwezen naar het culturele, religieuze en humanistische erfgoed van Europa. In het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie staat te lezen dat de Unie de culturele en religieuze diversiteit in acht neemt. Aangezien ervoor werd geopteerd om bepaalde feesten in de agenda te vermelden, zou het logisch geweest zijn elke vorm van discriminatie tussen de verschillende godsdiensten en overtuigingen te bannen.

De Europese schoolagenda werd uitgegeven en gefinancierd door de Europese Commissie. De totale oplage bedraagt 3.275.500 exemplaren. In België werden 79.675 Franstalige en 48.825 Nederlandstalige exemplaren kosteloos verspreid in de middelbare scholen die een aanvraag in die zin hadden ingediend, volgens het principe 'wie het eerst komt, het eerst maalt'.

(Nederlands) De Belgische overheid heeft op geen enkele wijze meegewerkt aan dit project. De kostprijs blijkt inderdaad ongeveer 5 miljoen euro te bedragen. De weglating van de christelijke feestdagen in de Europese schoolagenda 2010-2011 is een eenmalige fout en geldt niet voor eerdere edities. Uiteraard blijft het een betreurenswaardige fout. De Europese Commissie heeft die ook erkend en zal een corrigerend addendum met vermelding van alle feestdagen versturen, samen met een begeleidend schrijven.

11.04 Christian Brotcorne (cdH): Ik neem nota van dit antwoord. Ik wist niet dat er nog een addendum zou worden verstuurd. In de toekomst zou er niet meer verwezen worden naar feestdagen en feesten, maar u

bent niet op de hoogte van dat voornemen. Wij zullen daar volgend jaar een waakzaam oog op houden.

11.05 Alexandra Colen (VB): Ik ben blij dat de regering dit schandalige voorval betreurt. Van de begeleidende brief en het addendum heb ik nog geen weet. Ik hoop dat dit snel in orde zal worden gebracht en dat dit incident niet tekenend is voor de houding van de Europese Commissie ten aanzien van de Europese waarden en tradities.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "een Belgische pedofiel in Nederland" (nr. 2171)

12.01 Alexandra Colen (VB): In Utrecht werd onlangs een Belgische pedofiel en serieverkrachter opgepakt. Hij bleek daar al vier jaar te wonen, nadat hij in 2006 ontsnapte na verlof uit een interneringsgesticht. Pas vier jaar later vaardigde België een internationaal arrestatiebevel uit. De burgemeester van Utrecht legt op de voorpagina van *De Telegraaf* uit waarom de betrokkene niet vroeger werd opgepakt en hij onderstreepte dat wanneer in Nederland iemand niet terugkomt na verlof bij internering, alle alarmbellen gaan rinkelen. In België is dat blijkbaar niet zo.

Hoe, bij welke Belgische instanties en via welke Nederlandse instanties hebben de Nederlandse autoriteiten tegen de Belgische nalatigheid in deze zaak geprotesteerd? Hoe werd van Belgische zijde op het Nederlandse protest gereageerd?

12.02 Staatssecretaris Olivier Chastel (Nederlands): Er is geen dossier op naam van deze man bekend bij de minister. De Nederlandse autoriteiten hebben op diplomatiek niveau niet geprotesteerd tegen een vermeende nalatigheid aan Belgische zijde in deze zaak. De gerechtelijke en politiesamenwerking met Nederland en binnen de EU verloopt overigens rechtstreeks tussen de gerechtelijke en politieautoriteiten. De minister verwijst deze vraag dan ook naar de minister van Justitie.

12.03 Alexandra Colen (VB): Ik stelde de vraag aan de minister van Buitenlandse Zaken omdat Nederland aankondigde protest te zullen aantekenen. Ik stel mijn vraag uiteraard ook aan de minister van Justitie. Het is onaanvaardbaar dat pas na vier jaar een internationaal aanhoudingsbevel werd uitgevaardigd tegen een dergelijk gevaarlijk individu.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van mevrouw Ingeborg De Meulemeester aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "presidentsverkiezingen in Nigeria" (nr. 2180)

13.01 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Op 9 april 2011 zullen in Nigeria presidentsverkiezingen plaatsvinden.

Het zuiden van het land is grotendeels christelijk, het noorden islamitisch. Sinds 1999 mag elke geloofsgemeenschap gedurende acht jaar de president leveren. In 2007 werd Umaru verkozen, waardoor tot 2015 de islamitische fractie aan zet was. Vorig jaar overleed Umaru echter en volgde de christelijke vice-president Jonathan hem op. De bedoeling was dat hij president zou blijven tot de volgende verkiezingen en dan zijn functie afstaan aan een islamitische kandidaat, maar hij is nu toch kandidaat, waardoor politieke instabiliteit dreigt.

Zijn er evoluties in de bilaterale betrekkingen tussen ons land en Nigeria? Steunt de minister de kandidatuur van Jonathan? Denkt de minister dat de presidentsverkiezingen het broze evenwicht in Nigeria op het spel kunnen zetten?

13.02 Staatssecretaris Olivier Chastel (Nederlands): De bilaterale betrekkingen met Nigeria zijn zeer goed en stabiel.

De minister is op de hoogte van de aanduiding van president Goodluck Jonathan als kandidaat van zijn partij PDP voor de presidentsverkiezingen van 9 april 2011. Het komt hem niet toe om al dan niet steun te betuigen

aan de presidentskandidaat van een of andere partij in een ander land.

De ongeschreven regel dat er bij de toewijzing van de ambten van president en vice-president een rotatiesysteem wordt gehanteerd, werd in 1999 overeengekomen onder de leidinggevende elite.

Tijdens de recente voorverkiezingen besliste de PDP-afgevaardigden met grote meerderheid om de huidige president voor te dragen als kandidaat voor de presidentsverkiezingen. Opvallend was dat ook een aantal noordelijke deelstaten voor de zuiderling Jonathan stemden. Hiermee lijkt een einde te zijn gekomen aan het rotatiebeginsel.

Zolang alles verloopt met respect voor de grondwet en de wettelijke bepalingen die een legitieme verkiezing mogelijk maken, lijkt het de minister niet aangewezen om zich over deze kwestie uit te spreken. Uiteraard hoopt hij dat de gemaakte keuze de stabiliteit, de vreedzame samenleving en de toekomstige ontwikkeling van het land niet zal bemoeilijken.

Het incident is gesloten.

14 Vraag van mevrouw Els Demol aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de grondstoffenproblematiek" (nr. 2199)

14.01 Els Demol (N-VA): De laatste tijd komen er uit de textielindustrie berichten over de moeilijke aanvoer van grondstoffen.

De beschikbaarheid van betaalbare grondstoffen wordt steeds problematischer en men spreekt over *a war for raw materials*. Die wordt verergerd door een exportverbod van katoenvezels en quota in India, massale katoenaankopen door Chinese staatsbedrijven en een exporttaks in Rusland. China koopt ook wereldwijd de houtvoorraden op, met lange termijncontracten.

Wordt er door de Belgische en Europese overheden een concreet plan uitgewerkt om de toegang van de sector tot de grondstoffen open te houden? Welke rol neemt België hierin op?

14.02 Staatssecretaris Olivier Chastel (Nederlands): Het directoraat Handel van de EU-Commissie verzekert een regelmatige monitoring van de toegang van grondstoffen tot Europa. De Commissie gebruikt haar bevindingen om in bilateraal en multilateraal verband een vrijere toegang tot grondstoffen af te dwingen en houdt daarbij rekening met andere beleidsdomeinen, zoals milieu en industrie. België steunt dat beleid.

België heeft tijdens het EU-voorzitterschap geijverd voor een initiatief dat het grondstoffenvraagstuk meer op de voorgrond moet brengen. De uitdagingen in de grondstoffensector zullen dit jaar in een rapport, het *raw material initiative*, te lezen zijn.

Alleen voor de petroleumindustrie wordt met strategische voorraden gewerkt, maar er gaan stemmen op om dat ook voor bepaalde grondstoffen te doen en om substitutiestoffen te zoeken.

Om vraag en aanbod zo goed mogelijk te laten aansluiten, is het van belang om transparantie in de markt te verzekeren. België is steeds een voorvechter geweest van maatregelen om die transparantie te bevorderen. Een grotere efficiëntie bij productie en verbruik en duurzamer gebruik van grondstoffen, kunnen de vraag enigszins temperen.

Een betere dialoog met grondstofproducerende landen en een betere coördinatie binnen de EU van het grondstoffenbeleid kunnen de toegang tot grondstoffen voor onze industrie verbeteren.

14.03 Els Demol (N-VA): We kunnen niet meer ontkennen dat China een wel heel grote invloed begint uit te oefenen, niet alleen wat grondstoffen betreft, maar ook op de financiële markten. We moeten dat in het oog houden.

Het incident is gesloten.

15 Vraag van mevrouw Eva Brems aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en

Institutionele Hervormingen over "een Israëlisch onderzoek naar mensenrechtenorganisaties" (nr. 2210)

15.01 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Onlangs luidden enkele internationale ngo's de alarmbel omwille van een recente beslissing van de Knesset om een parlementaire onderzoekscommissie op te richten naar Israëlische mensenrechtenorganisaties die informatie hebben verschaft aan de UN fact-finding mission over het Gazaconflict en naar andere organisaties die schendingen van de mensenrechten door Israëlische veiligheidstroepen onderzoeken. De vrees is reëel dat dit een poging is om elke vorm van kritiek op het Israëlisch regime het zwijgen op te leggen en om te voorkomen dat Israëlische mensenrechtenorganisaties nog buitenlandse fondsen ontvangen.

Wat is het Belgische standpunt hieromtrent? Is onze regering bereid om gehoor te geven aan de oproep om haar bezorgdheid te tonen aan de Israëlische regering?

15.02 Staatssecretaris Olivier Chastel (Nederlands): De oprichting van deze parlementaire onderzoekscommissie wordt door België en de Europese partners van nabij gevolgd. Het mandaat van deze commissie moet echter nog besproken worden en de commissie wordt niet unaniem gesteund door het Parlement en zelfs niet unaniem door de regering.

Israël heeft een rijk aanbod aan ngo's die een brede waaier van domeinen behandelen. Een aantal ervan houdt zich bezig met een nuttige en objectieve monitoring van de situatie van de Arabische minderheid of van het nederzettingsbeleid in de bezette gebieden. Het is daarom belangrijk dat deze organisaties hun rol ongehinderd kunnen blijven spelen. Dat is ook de boodschap die België en de EU aan de Israëlische autoriteiten willen geven bij toekomstige bilaterale contacten.

15.03 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Ik noteer dat er nog geen signaal is gegeven op dit moment, maar ik reken erop dat dit bij de eerstkomende gelegenheid zal gebeuren.

Het incident is gesloten.

16 Vraag van mevrouw Ingeborg De Meulemeester aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "uraniumhandel met Iran" (nr. 2217)

16.01 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Door een uitgelekt diplomatiek bericht raakte bekend dat Canada onder druk werd gezet door de Amerikaanse regering om te beletten dat het Canadese Forsys Metals zijn uraniummijn in Namibië zou verkopen aan het Belgisch-Congolese George Forrest International. Forrest wordt verdacht van contacten met de Iraanse overheid, die op zoek is naar uranium, maar het bedrijf ontkent elke betrokkenheid.

Waarop stoelen de Amerikaanse verdenkingen? Koestert de staatssecretaris dezelfde verdenkingen? Heeft hij hierover al contact opgenomen met de VS?

16.02 Staatssecretaris Olivier Chastel (Nederlands): De diensten van de minister weten niet waarom de Amerikaanse collega's denken dat Forrest uranium uit de Democratische Republiek Congo zou verkopen aan Iran, noch zijn ze op de hoogte van eventuele betrekkingen tussen dit bedrijf en Iran.

Via het Internationaal Atoomagentschap houden onze diensten contact met de VS en andere partners over uranium in Congo. Zij hebben bij deze gelegenheden nooit specifiek gesproken over GFI, aangezien ze niet op de hoogte waren van contacten tussen Forrest en Iran.

16.03 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Wij zullen deze zaak blijven volgen.

Het incident is gesloten.

17 Vraag van mevrouw Ingeborg De Meulemeester aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de ontmoeting van de voorzitter van de Europese Commissie met de president van Oezbekistan, de heer Karimov" (nr. 2323)

17.01 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): In het jaarrapport van Human Rights Watch wordt aangeklaagd dat de EU te zacht optreedt tegen corrupte regimes. Het rapport komt bijzonder ongelegen wegens het bezoek van de omstreden Oezbeekse president Karimov aan Brussel voor een ontmoeting met de voorzitter van de Europese Commissie en de secretaris-generaal van de NAVO.

De vrees bestaat dat de heer Karimov de topontmoeting zal misbruiken als PR voor zijn regime. In de pers las ik ook dat de Belgische ministers en de koning weigeren te praten met de heer Karimov.

Heeft de staatssecretaris het rapport van Human Rights Watch al doorgenomen? Wat vindt hij van de houding van de EU ten overstaan van corrupte regimes? Weigert hij te spreken met Karimov? Waarom?

17.02 Staatssecretaris Olivier Chastel (Nederlands): De minister heeft inderdaad kennis genomen van het World Report van Human Rights Watch. Daarin wordt onder andere aangeklaagd dat veel regeringen nauwelijks druk uitoefenen op regimes die zich schuldig maken aan schendingen van de mensenrechten. Ook wordt erop gewezen dat de EU lijkt te kiezen voor dialoog en samenwerking.

Dialoog en samenwerking zijn inderdaad belangrijke elementen om mensenrechtenschendingen te doen ophouden.

Naar aanleiding van de ontmoeting van president Karimov met voorzitter Barroso heeft de laatste de Europese strategie nog eens duidelijk en concreet benadrukt. De EU houdt er tegenover Oezbekistan een kritisch en voorwaardelijk engagement op na met veel aandacht voor de mensenrechten. De heer Barroso gelooft in een dialoog van mens tot mens om dat engagement zo goed mogelijk gestalte te geven. De minister staat daar volledig achter.

De Europese Unie heeft op het einde van 2009 beslist de sancties tegen het Oezbeekse regime op te heffen.

Het doel was om Tasjkent aan te sporen tot vooruitgang inzake de mensenrechten. Daarom heeft België een bilaterale toenadering opgestart op het niveau van het bestuur van de FOD Buitenlandse Zaken. Officiële contacten op ministerieel niveau kunnen worden overwogen in de toekomst.

Voorlopig heeft de minister nog geen officiële vraag ontvangen vanwege de Oezbeekse regering.

Het incident is gesloten.

18 Vraag van de heer Theo Francken aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het Memorandum of Understanding met Afghanistan" (nr. 2276)

18.01 Theo Francken (N-VA): Anders dan onze buurlanden heeft België nog geen Memorandum of Understanding (MOU) afgesloten met Afghanistan. Nochtans is dat belangrijk voor de repatriëring van illegale Afghanen die worden aangetroffen bij bijvoorbeeld verstoring van de openbare orde. De betrokkenen kunnen nu niet verwijderd worden. Afghanistan moet zich in een MOU engageren tegenover België om geen folteringen toe te passen en geen doodstraffen uit te spreken tegenover gerepatriëerde landgenoten. Wanneer onze strijdkrachten in Kunduz een talibanstrijder oppakken, kunnen zij de betrokkene ook niet aan het Afghaanse leger overhandigen, omdat er geen MOU is.

Werd er ondertussen een volwaardige ambassade geopend in Kabul? Waarom is er nog steeds geen MOU afgesloten met de Afghaanse regering? Zorgt de verhoging van onze diplomatieke aanwezigheid in Kabul voor nieuwe kansen? Is het MOU een prioriteit?

18.02 Staatssecretaris Olivier Chastel (Nederlands): Door een beslissing van de ministerraad werd het diplomatieke bureau in Kabul op 2 april 2010 tot ambassade opgewaardeerd. De aankomst van een aangeduid ambassadeur, de heer Michel Lastschenko, is verwacht op 2 februari 2011.

Sinds 2004 lopen er onderhandelingen over een MOU dat de repatriëring van uitgeprocedeerde Afghaanse asielzoekers tot doel heeft. In 2007 lag een ontwerp van akkoord voor, maar van Afghaanse zijde was men helemaal niet enthousiast om te ondertekenen. Vanaf 1 januari 2010 poogde België de onderhandelingen nieuw leven in te blazen, maar zonder concreet resultaat. Voor nadere toelichting verwijs ik de heer Francken

naar de staatssecretaris voor Asiel en Migratie. De onderhandelingen over een MOU betreffende de transfer van gevangenen bevinden zich in een haast identieke situatie.

Ook de minister hoopt dat de aanwezigheid van een volwaardig ambassadeur tot een doorbraak kan leiden.

18.03 Theo Francken (N-VA): Hopelijk komen de gesprekken onder leiding van de nieuwe ambassadeur – die uit Servië komt – in een stroomversnelling. Misschien moeten we toch wat extra druk zetten op de Afghaanse regering, die ons uiteindelijk toch zou moeten bedanken voor onze militaire aanwezigheid. Zo heeft Nederland bijvoorbeeld gezegd dat het alleen met troepen naar Uruzgan zou gaan als er een MOU was. De Afghaanse regering heeft zich toen gehaast om dat MOU zo snel mogelijk te tekenen. Hieruit kunnen we leren dat we eerst een MOU moeten eisen vooraleer we buitenlandse strijdkrachten sturen. Alle Afghanen krijgen nu de facto papieren in België, want er is geen memorandum over repatriëring. Dit zorgt natuurlijk voor een geweldig aanzuigeffect.

Het incident is gesloten.

19 Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de sterke Chinese financiële greep op Europa" (nr. 1878)

19.01 Peter Logghe (VB): China belegt niet alleen in de VS, maar ook in Europa. De afgelopen weken kochten ze voor miljarden aan Griekse staatsobligaties. Het land zou ook klaarstaan om Portugese staatsobligaties aan te kopen en zou een van de investeerders zijn in de obligaties van het Europese noodfonds.

Koopt China daarmee ook politieke invloed? Kan Griekenland voortaan nog wel standpunten innemen tegen China? Klopt het dat China ook geïnteresseerd is in Zuid- en Zuidoost-Europa, meer bepaald in de havens rond de Balkan? Wat overwegen de Europese ministers van Buitenlandse Zaken te doen tegen deze groeiende invloed van China in Europa? Dreigen wij onze soevereiniteit niet kwijt te spelen? Zijn er ook in België meer Chinese geldstromen waar te nemen?

19.02 Staatssecretaris Olivier Chastel (Nederlands): De minister van Buitenlandse Zaken wil niet antwoorden op hypothetische vragen. Er is inderdaad sprake van een groeiende interesse van China voor Zuid- en Zuidoost-Europa, maar dit baart de minister geen zorgen. Het is logisch dat China in Europese obligaties wil investeren. China beschikt over de belangrijkste wisselreserves, die tot nu hoofdzakelijk in US-dollars worden omgezet. Het is niet verwonderlijk dat China haar activa wil diversifiëren. Het is ook normaal dat het land door investeringen de economische stabiliteit van een van zijn belangrijkste exportmarkten wil ondersteunen.

De EU voert momenteel een discussie over de relatie met de strategische partners, waaronder China. De minister ziet echter geen tekenen die erop wijzen dat de Europese soevereiniteit in gevaar is. Elk land is vrij om te investeren waar het wil en vanuit Europees oogpunt is de Chinese belangstelling bemoedigend na de recente problemen.

Vragen over de Chinese geldstromen in ons land kunnen beter gesteld worden aan de minister van Financiën.

19.03 Peter Logghe (VB): Wat de minister zegt is juist, maar ik denk dat de Chinese investeringen ook een politieke kant hebben. Ook in Congo is China zeer invloedrijk en neemt het land stilaan de positie van België over.

Het incident is gesloten.

20 Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de Belgische houding tegenover de onafhankelijkheid van Zuid-Sudan" (nr. 2291)

20.01 Peter Logghe (VB): In een referendum heeft Zuid-Sudan zich uitgesproken voor de onafhankelijkheid.

Hoe moet het nu verder? Heeft de minister klachten ontvangen over onregelmatigheden bij het referendum? Hoe reageert België op deze democratisch gelegitimeerde onafhankelijkheidsverklaring? Mogen wij hierover een gezamenlijk EU-standpunt verwachten? Als alles verloopt zoals gepland en er inderdaad over een maand of zes een onafhankelijke Zuid-Sudanese Staat is, opent België daar dan een ambassade?

20.02 Staatssecretaris **Olivier Chastel** (*Nederlands*): De minister heeft geen klachten ontvangen over onregelmatigheden bij het referendum in Sudan. Volgens de internationale waarnemers verliep het referendum vreedzaam en zonder noemenswaardige onregelmatigheden. De telling is nog aan de gang. Pas over enkele weken wordt de uitslag bekendgemaakt.

Ons land pleit voor een correcte uitvoering van de *comprehensive peace agreement* die in 2005 werd ondertekend door Noord- en Zuid-Sudan en waarin de organisatie van een referendum over de secessie expliciet wordt vermeld.

In 2010 hebben de Europese ministers van Buitenlandse Zaken vier keer over Sudan gedebatteerd. Ook op de Raad van 31 januari 2011 staan Sudan en de reactie van de EU op het referendum op de agenda.

Er is nog geen beslissing genomen over een Belgische ambassade in een eventueel onafhankelijk Zuid-Sudan.

Het incident is gesloten.

21 **Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "een nieuwe massaverkrachting in Congo" (nr. 2292)**

21.01 **Peter Logghe** (VB): Begin dit jaar organiseerde het Congolese regeringsleger een strafcampagne tegen het dorp Fizi, waar een regeringssoldaat in een ruzie met een vrouw zou zijn omgekomen. 70 vrouwen zouden zijn verkracht, de bevolking ging op de vlucht. Volgens het humanitaire bureau van de VN heeft een luitenant-kolonel van het Congolese leger aan de verkrachtingen meegedaan.

België trekt meer dan 17 miljoen euro uit voor het organiseren van verkiezingen in Congo. Deze hulp mag niet vrijblijvend zijn natuurlijk.

Wat is de reactie van ons land op het verslag van het humanitaire bureau van de VN? Vond hierover al overleg plaats met de Congolese ambtsgenoot of ambassadeur? Wordt dit gewoon als een *accident de parcours* beschouwd of heeft dit alles politieke gevolgen voor het beleid van ons land?

21.02 Staatssecretaris **Olivier Chastel** (*Nederlands*): De diensten van de minister zijn via de Belgische ambassade in Kinshasa op de hoogte gebracht van de massaverkrachtingen in Fizi door soldaten van het FARDC. Onze permanente vertegenwoordiging in New York heeft dit van nabij gevolgd: het departement voor vredesoperaties heeft op vraag van de Veiligheidsraad hier rapporten over opgesteld.

Dit heeft ertoe geleid dat MONUSCO in Kinshasa de verwijdering en vervolging van de bevelhebber heeft gevraagd. Het Congolese regeringsleger heeft luitenant-kolonel Kibibi Mutware eind vorige week aangehouden, net zoals een tiental andere soldaten.

De geëigende VN-kanalen zijn, met de volle Belgische steun, op het eerste gezicht zeer doeltreffend tussenbeide gekomen, maar dit moet wel worden opgevolgd. Deze verkrachtingen zijn onaanvaardbaar.

De verdieping van het democratiseringsproces zal een positieve invloed hebben op de stabiliteit van het land en het respect voor de mensenrechten. Deze dramatische gebeurtenissen in Fizi zetten onze financiële steun aan de verkiezingen daarom niet op losse schroeven. België volgt het verkiezingsproces in Congo van nabij op. De financiële ondersteuning van de verkiezingen zal wel geëvalueerd worden.

21.03 **Peter Logghe** (VB): De verkrachting is onaanvaardbaar, maar ze is natuurlijk wel gebeurd. Wij

organiseren in België ook geregeld verkiezingen, maar van massaverkrachtingen naar aanleiding daarvan heb ik nog nooit gehoord. Kort geleden werd er in Congo een grondwetsherziening doorgevoerd waaruit blijkt dat president Kabila zijn volgende ambtstermijn aan het voorbereiden is. Soldaten zorgen in Oost-Congo ondertussen voor een destabiliserend effect door onder meer groepsverkrachtingen. Ik ben dan ook niet helemaal gerustgesteld door het antwoord van de minister.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.43 uur.